

Pénurie de médicaments: quelles solutions?

[Céline Zünd](#)



Image d'illustration. — © Srdjan Zivulovic / REUTERS

Depuis janvier, l'Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays (OFAE) considère les ruptures d'approvisionnement de produits thérapeutiques comme «problématiques». En février, une task force «pénurie de médicaments» a été créée, pour trouver des solutions à court terme. A Berne, rien ne filtre sur les pistes actuellement à l'étude. «Il est trop tôt pour communiquer», indique le service de l'OFAE.

Bien que la situation relève de logiques économiques qui dépassent la Suisse et appelle une réponse internationale, des leviers existent, au niveau national. Dans un article paru en 2021, la professeure de droit aux universités de Genève et Lausanne Valérie Junod, spécialiste du droit des médicaments, formulait déjà 13 recommandations pour limiter les problèmes d'approvisionnement.

Lire aussi: [Pharmacien d'hôpital en pénurie de médicaments, «c'est comme avoir 150 casseroles sur le feu»](#)

Des dates de péremption trop restrictives

Elle préconise d'étendre le système de notification des pénuries. Il s'agit de l'obligation faite aux fabricants depuis 2017 de communiquer un risque de pénurie pour un certain nombre de produits. En Suisse, environ 5000 médicaments sont au bénéfice d'une autorisation de mise sur le marché, dont 3000 à charge des caisses. Or, les fabricants ne sont tenus d'annoncer une rupture d'approvisionnement que pour un petit nombre d'entre eux, jugés vitaux.

«Les outils informatiques actuels devraient permettre de communiquer mieux et plus tôt, et notifier à chaque fois qu'un médicament, et pas seulement ceux répondant à un besoin vital, pourrait venir à manquer», estime la juriste, qui appelle aussi à davantage de transparence: «Les entreprises pharmaceutiques devraient être tenues de rendre publiques les raisons des ruptures d'approvisionnement de leurs médicaments.»

Le système, ajoute-t-elle, gagnerait en efficacité si l'information et les compétences étaient centralisées auprès d'un acteur, par exemple Swissmedic. Quant aux réserves de médicaments, que les entreprises doivent assurer pour un certain nombre de produits essentiels, elle estime qu'il s'agit tout au plus d'un «gain de temps», mais pas d'une solution à long terme.

Valérie Junod suggère plutôt de faciliter les autorisations d'importer, y compris de génériques concurrents. De suspendre les brevets sur les médicaments en rupture, durant toute la durée de la pénurie. De centraliser, par exemple auprès de certains hôpitaux universitaires, les démarches tendant à identifier des sources alternatives d'approvisionnement. Ou encore, de revoir les dates de péremption. «Nous jetons des médicaments encore efficaces, parce que nous ne disposons de tests sur leur efficacité que sur trois à cinq ans, alors que certains restent stables durant des décennies.»

En janvier 2023: [Pénurie de médicaments: en pharmacie, «c'est la gabegie!»](#)

Des prix déséquilibrés

Les pharmaciens hospitaliers, de leur côté, réclament aussi une baisse des barrières administratives à l'importation de médicaments. Ils reconnaissent en outre la nécessité de mieux se coordonner: «A l'heure actuelle, chaque hôpital répond au problème de son côté. Nous devrions réfléchir à un moyen de mieux collaborer, ensemble et avec les autorités, pour mutualiser les importations de médicaments, pour leur fabrication éventuelle et l'identification d'alternatives thérapeutiques», souligne Nicolas Widmer.

Pour le pharmacien-chef du centre hospitalier de Rennaz, qui a aussi un pied à Berne, en tant que suppléant du chef du domaine Produits thérapeutiques de l'Approvisionnement économique du pays, la question du prix des médicaments se pose.

Plus de 90% des médicaments remboursés par les assurances maladie en rupture de stock sont des substances bon marché. «L'industrie pharmaceutique abandonne d'abord les produits les moins rentables. Pour ceux à 4000 francs la boîte, il n'y a presque jamais de rupture. En imposant régulièrement des baisses de prix aux médicaments déjà peu chers, l'OFSP contribue probablement au problème, sans le vouloir», observe Nicolas Widmer.

Il précise: «Il ne s'agit pas toutefois de dire que les médicaments ne sont pas assez chers. En Suisse, leur prix est plus élevé que dans la majorité des pays. Mais nous devrions avoir un rééquilibrage: par exemple, les marges sur les médicaments nouveaux, très élevées, pourraient se voir réduites afin de financer les produits moins rentables, mais encore essentiels et utilisés par un grand nombre de patients.»

Lire aussi: [La pénurie de médicaments s'aggrave et devient «problématique» pour la Confédération](#)